

<https://www.aefinfo.fr/depeche/714152-la-laicite-et-l-autorite-au-centre-des-mesures-pour-l-...>

✍ Elise Le Berre

🕒 7 min read

La laïcité et l'autorité au centre des mesures pour l'école dans le programme du camp présidentiel

Laïcité et autorité : ce sont les principaux thèmes concernant l'école abordés par Gabriel Attal, lors de la présentation du programme d'Ensemble pour la République, le parti de la coalition présidentielle, le 20 juin 2024, en vue des élections législatives. Le Premier ministre, qui est revenu sur son bilan en tant qu'ancien ministre de l'Éducation nationale, veut "investir massivement pour l'école de la République" et renforcer l'école inclusive. La formation des enseignants, dont une réforme est en chantier, figure aussi dans le programme.



Gabriel Attal a présenté le programme de la coalition de la majorité présidentielle "Ensemble pour la République", qui regroupe les partis Renaissance, le MoDem,

Horizons et l'UDI, pour les élections législatives anticipées. Shutterstock - Antonin Albert

À dix jours du premier tour des élections législatives anticipées, Gabriel Attal a esquissé les "mesures phare" des 100 premiers jours qui suivront les résultats en cas de victoire du parti de la majorité présidentielle (1), lors d'une conférence de presse le 20 juin 2024.

"Cette élection, c'est le choix de votre gouvernement, de votre Premier ministre, du projet de société que vous souhaitez", déclare le Premier ministre, qui cite parmi les "défis" à relever l'école, "par laquelle tout part, qui est la clé de l'émancipation". Et de revenir sur les mesures mises en place lors de son passage rue de Grenelle, mais aussi depuis son arrivée à Matignon, où il avait assuré "emmener la cause de l'école" ([lire sur AEF info](#)) : interdiction du port de l'abaya et du qamis ([lire sur AEF info](#)), lutte contre le harcèlement en milieu scolaire, mise en place du "choc des savoirs", qui rencontre une forte opposition des syndicats et des associations de parents d'élèves et que le Nouveau front populaire souhaite abroger.

"Nous nous battons pour la Laïcité dans les services publics"

"Nous serons intransigeants sur la laïcité", assure ainsi Gabriel Attal, alors que le volet "Ensemble pour les valeurs de la République" du programme du parti présidentiel indique que ce "principe fondamental" sera "réaffirmé à l'École de la République contre les coups de boutoir des islamistes et des extrémistes". "Nous nous battons pour la laïcité dans tous nos services publics. J'ai montré que c'était possible avec l'interdiction de l'abaya, alors qu'au sein de la Nupes, des responsables politiques veulent revenir sur la loi de 2004", qui prohibe le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse (2).

Récemment, l'éviction d'Alain Policar du Conseil des sages de la laïcité, instance mise en place par Jean-Michel Blanquer en 2021, avait été justifiée par Nicole Belloubet par le fait qu'une expression "tendant à amoindrir la loi de 2004 n'est pas compatible avec cette qualité de membre" ([lire sur AEF info](#)).

À la rentrée scolaire 2024, 513 établissements étaient identifiés par le ministère de l'Éducation nationale comme "potentiellement concernés" par le port de ces vêtements traditionnels ([lire sur AEF info](#)).

Poursuite du "choc des savoirs"

Autre volet du programme : "la lutte contre les inégalités de destin". "Pour remettre l'ascenseur scolaire en marche et élever le niveau de tous les élèves, nous continuerons à investir massivement pour l'École de la République", soutient le parti de la majorité présidentielle. La mise en place du "choc des savoirs" figure dans le calendrier des 100 premiers jours qui suivront les élections, alors que certaines mesures s'appliqueront dès la rentrée 2024, notamment les groupes au collège en 6e et en 5e, en français et en mathématiques. "Chacun pourra avancer à son rythme, selon ses besoins", soutient le Premier ministre.

L'ancien locataire de la rue de Grenelle, qui avait fait de la lutte contre le harcèlement en milieu scolaire l'une de ses "priorités", souhaite aussi interdire l'accès aux réseaux sociaux avant 15 ans, prônant "une jeunesse enfin protégée de la violence des réseaux sociaux". Sur ce même sujet, le Parlement a adopté le projet de loi numérique, qui prévoit une peine complémentaire de suspension des comptes d'accès aux réseaux sociaux lorsqu'ils ont été utilisés pour certaines infractions, dont le harcèlement ([lire sur AEF info](#)).

Par ailleurs, le programme prévoit de renforcer l'école inclusive pour les élèves en situation de handicap, sans toutefois donner plus de précisions.

"Réaffirmer l'autorité des enseignants"

Côté enseignants, Gabriel Attal fait un bilan de la revalorisation salariale des enseignants : "Nous avons augmenté les salaires des professeurs de plus de 10 % depuis 2022 et revalorisé les enseignants en début de carrière de 400 €". Promesse de campagne d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2022, cette revalorisation s'élève en moyenne à 5,5 %, selon la nouvelle grille salariale du ministère de l'Éducation nationale, mise à jour après les mesures d'amélioration de la rémunération des enseignants.

Le Premier ministre souhaite aussi renforcer la formation des professeurs : cette réforme, actuellement en chantier, devrait se mettre en place à partir de la rentrée 2024, avec le placement du concours de recrutement en L3 et la création de modules de préparation au concours en licence. Elle est contestée par la quasi-totalité des acteurs, qui lui reprochent notamment la méthode de concertation et le calendrier contraint.

L'autorité reste aussi au cœur des mesures pour l'école du parti "Ensemble", puisque Gabriel Attal veut "défendre l'autorité des enseignants en instaurant un contrat parents/école", comme il l'a annoncé à Viry-Châtillon, et alors qu'une concertation sur l'autorité est en cours ([lire sur AEF info](#)).

Enfin, le programme prévoit aussi d'organiser "le remplacement systématique des absences pour regagner des heures d'enseignement". Selon le ministère, 24 % des professeurs des écoles ont adhéré au pacte et 33 % des enseignants du second degré, et le remplacement de courte, qui avait été érigé en priorité serait la mission la plus mobilisée (31 % des parts du second degré) ([lire sur AEF info](#)).

Fonds vert, fournitures scolaires...

Par ailleurs, le programme mentionne aussi :

- pour tous les parents d'élèves, des achats groupés de fournitures scolaires dès cet été, "jusqu'à 15 % de baisse des prix sur les fournitures scolaires"
- la généralisation du SNUJ d'ici 2026 "pour chaque jeune de 16 ans ou en classe de seconde afin de renforcer la cohésion sociale et nationale"
- la poursuite du soutien à l'investissement local pour la transition écologique à travers le "Fonds vert" mis en place en 2023
- pas de baisse des dotations de fonctionnement aux collectivités locales
- poursuite de la déconcentration de l'État dans les territoires, "en permettant aux collectivités de réaliser des économies de fonctionnement en regroupant davantage leurs compétences".

Generated with Reader Mode